



RAPPORT ANNUEL 2018

VINGT ANS À DÉFENDRE DE MEILLEURES POLITIQUES PUBLIQUES

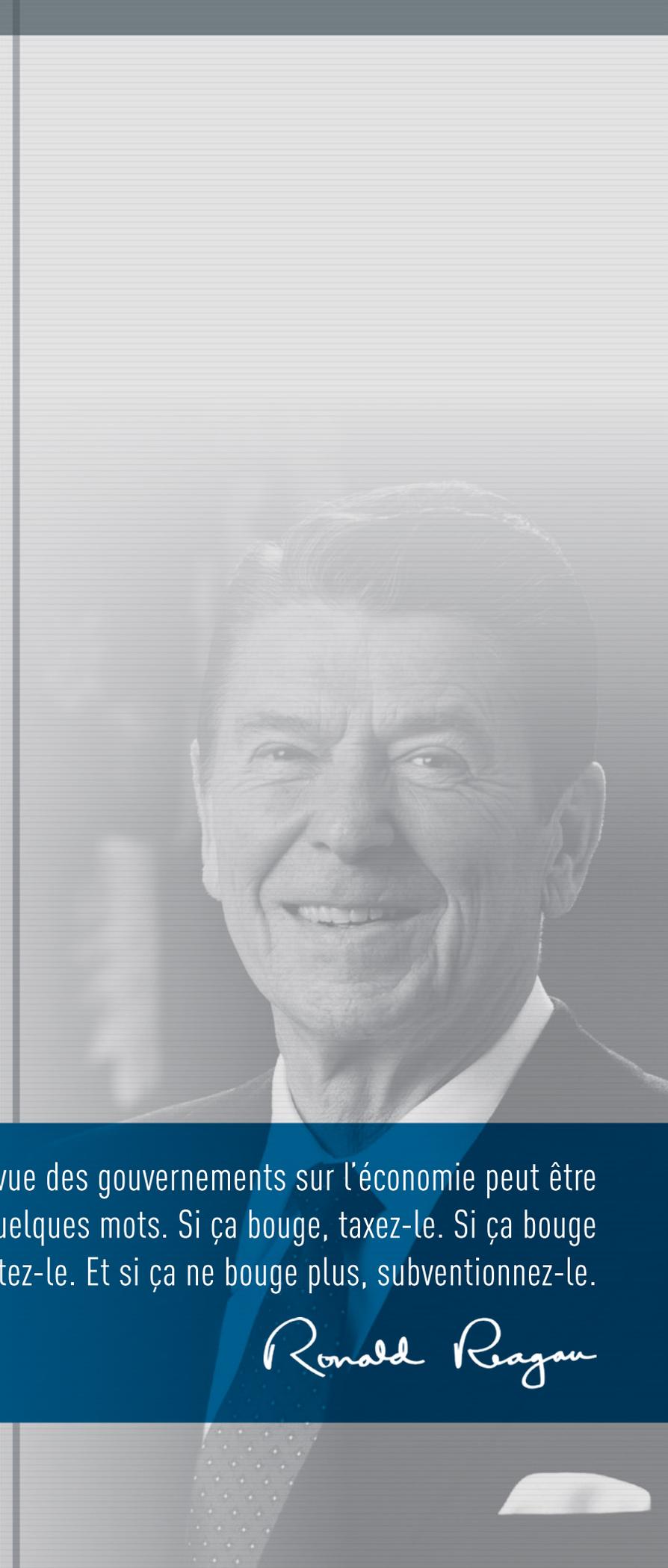
« Le problème économique fondamental avec le protectionnisme commercial est qu'il s'agit d'une intervention politique qui fausse les marchés. Une intervention politique conduit à une autre, et l'impact cumulatif est une hausse des prix, une baisse de l'investissement et un ralentissement de la croissance économique. »

WSJ

Éditorial, 7 avril 2018

Le point de vue des gouvernements sur l'économie peut être résumé en quelques mots. Si ça bouge, taxez-le. Si ça bouge encore, réglemenez-le. Et si ça ne bouge plus, subventionnez-le.

Ronald Reagan



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENTE DU CONSEIL :

Hélène Desmarais

ADMINISTRATEURS :

- | | | |
|-------------------|--------------------------|--------------------|
| ■ Jean Bernier | ■ Nathalie Elgrably-Lévy | ■ Normand Lebeau |
| ■ Randall Birks | ■ Richard Garneau | ■ Marc Meunier |
| ■ Reuven Brenner* | ■ Richard Hylands | ■ Guillaume Marion |
| ■ Léon Courville | ■ Philip Infilise | ■ Pierre Simard |
| ■ Stéphan Crétier | ■ Michel Kelly-Gagnon | ■ Guy Tremblay |
| ■ Jacques Drouin | ■ Stephanie Kennan | ■ Terry Tretiak |

* M. Brenner a été membre du conseil jusqu'en janvier 2019.

LE BUREAU DES GOUVERNEURS

- | | | |
|---|---------------------------|---------------------|
| ■ Eric Boyko | ■ François Hudon | ■ Adrien D. Pouliot |
| ■ L'honorable
Baljit S. Chadha, C.P. | ■ Donald J. Johnston | ■ Yves Rabeau |
| ■ Mario Charpentier | ■ George F. Lengvari Jr. | ■ Jeremy H. Reitman |
| ■ Jean-Guy Desjardins | ■ Bernard Lord | ■ Maureen Sabia |
| ■ Daniel R. Dorey, MBA | ■ Reford MacDougall, C.M. | ■ Dennis Sharp |
| ■ Marcel Dutil, C.M. | ■ Dr. Eleanor Nicholls | |

L'ÉQUIPE



MICHEL KELLY-GAGNON
Président et directeur général



MATHIEU BÉDARD
Économiste



GERMAIN BELZILE
Chercheur associé senior, département
des interventions liées à l'actualité



ALEXANDRE BERNIER
Coordonnateur aux médias sociaux
et aux communications



KEVIN BROOKES
Analyste en politiques publiques



PASCALE DÉRY
Vice-présidente,
Communications et développement



PATRICK DÉRY
Rédacteur et analyste senior
en politiques publiques



DAVID DESCÔTEAUX
Rédacteur et analyste
en politiques publiques



BRADLEY DOUCET
Réviseur et traducteur



DANIEL DUFORT
Directeur aux relations externes



CAROLE FISET
Coordonnatrice,
développement et administration



JASMIN GUÉNETTE
Vice-président aux opérations



ALEXANDRE MOREAU
Analyste en politiques publiques



AVI SOKOLOVA
Coordonnatrice à l'administration
et aux opérations

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL

HÉLÈNE DESMARAIS



Il y a vingt ans, en 1998, l'Institut économique de Montréal obtenait de Revenu Canada son statut d'organisme de bienfaisance. Dans les mois qui ont suivi l'obtention de ce statut, Michel Kelly-Gagnon fut embauché comme directeur et l'IEDM a obtenu du financement de démarrage. C'est ainsi que l'organisation a pu concrètement débiter ses activités.

Comme nous le savons tous, Michel et les autres pionniers de l'IEDM, dont Adrien Pouliot, ont dû surmonter de grands défis il y a deux décennies lorsqu'ils ont tenté de créer une tête de pont pour les idées créatrices de richesse au Québec. C'est un euphémisme de dire que Michel et son équipe ont connu un succès retentissant. L'IEDM ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui sans la contribution de nombreux donateurs, employés, membres du conseil d'administration, amis et conseillers au fil des ans.

Je me suis jointe au conseil d'administration de l'IEDM en 2002 et, depuis maintenant plus de onze ans, j'ai le privilège de le présider. J'ai ainsi pu voir cette organisation prendre racine dans le paysage médiatique québécois, puis canadien, et grandir ensuite de façon considérable.

Après deux décennies, l'IEDM est une organisation comptant une quinzaine d'employés avec un budget annuel d'un peu plus de trois millions de dollars. Son rayonnement est maintenant solidement pancanadien, et même international à certains égards, par son implication dans des débats aux États-Unis, où le Canada peut être une source d'inspiration, ou encore par un soutien en matière de formation et de mentorat apporté par notre PDG à des jeunes think tanks un peu partout dans le monde. Ce rayonnement accru et la reconnaissance qui en résulte sont d'ailleurs liés directement au leadership que Michel exerce au sein du mouvement *free market* en général. Ils se traduisent en retombées très concrètes pour l'Institut, lui permettant notamment de recevoir des dons de fondations basées à l'extérieur du pays, et dont le mandat est mondial.

Avec plus de dix mille mentions média en 2018 – soit au-delà de 27 mentions par jour –, ainsi qu’une présence grandissante sur les réseaux sociaux, notre force de frappe et notre impact sur le débat public sont incontestables. Aucune autre organisation de ce type au Québec ne s’approche du degré de présence de l’IEDM dans les débats publics et de son influence sur ces débats.

Les groupes de réflexion sur les politiques publiques jouent un rôle important en stimulant les débats de société, et en éduquant le grand public et les décideurs sur les importantes réalités économiques et sur les principes fondamentaux propres au fonctionnement des marchés.

La mission de l’IEDM est de mieux faire comprendre les mécanismes de marché de façon à ultimement contribuer à la mise en place de meilleures politiques publiques. Au fil des ans, nos interventions ont porté sur une foule de domaines comme la santé, l’éducation, les finances publiques, les politiques énergétiques, la réglementation, le libre-échange et bien d’autres.

Manifestement, les vingt premières années de l’IEDM ont été couronnées de succès. L’Institut est fier de son passé, mais il est résolument tourné vers l’avenir. La croissance récente de l’IEDM, de même que les plans ambitieux que nous avons pour l’organisation, saura permettre son épanouissement futur.

C’est dans ce contexte que nous avons besoin, plus que jamais, de votre appui renouvelé. Car plus que jamais, les idées que nous véhiculons ont besoin de trouver un écho dans l’ensemble du pays. Et l’IEDM est l’instrument parfait pour accomplir cet objectif inspirant.

Aéline Desmarais

MESSAGE DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

MICHEL KELLY-GAGNON



En 1998, alors qu'à peu près personne au Québec parmi la classe intellectuelle et politique ne prônait ouvertement une approche fondée sur les principes de l'économie de marché et de l'entrepreneuriat, l'Institut économique de Montréal se donnait la mission de diffuser ces idées, qu'il savait partagées par une partie non négligeable de la population. Grâce à ses loyaux supporteurs, l'IEDM s'est depuis solidement établi en tant que voix incontournable – et unique au Québec – pour présenter une perspective économique rigoureuse dans les débats entourant l'élaboration des politiques publiques.



Alors que notre organisme célébrait son 20^e anniversaire en compagnie de nul autre que Steve Forbes, que l'IEDM a eu l'honneur de recevoir cette année pour souligner cette occasion très spéciale, nous avons également atteint un sommet en étant mentionnés plus de dix mille fois dans les médias en 2018! À titre de comparaison, nous l'avions été moins de cinquante fois pendant notre première année d'existence. Cela illustre éloquentement la croissance de l'IEDM et de son influence.

L'Institut excelle plus que jamais dans ce qu'il a toujours fait de mieux, soit de fournir du contenu aux divers médias du pays (imprimé, radio, télé, Web) au moment opportun, ceci toujours en offrant une perspective différente de celle généralement présentée par l'élite médiatique.

UN « TRAVAIL DE TERRAIN » DE PLUS EN PLUS EFFICACE

À cet impact médiatique s'ajoute un travail de terrain qui s'est accentué depuis l'été dernier. Concrètement, ces démarches favorisent des échanges directs avec les décideurs politiques. Ceci a généralement lieu dans le cadre de présentations personnalisées des conclusions de nos études, la plupart du temps en réponse à des questions que ces décideurs ont pu avoir suite à la diffusion de nos publications.

Nous avons maintenant plus de ressources et de temps à consacrer à ce travail de terrain, et les résultats sont au rendez-vous. Au cours de 2018, nous avons rencontré des décideurs à des dizaines de reprises aux niveaux fédéral et provincial, notamment en Alberta et en Ontario, où l'on nous a demandé de faire des présentations personnalisées de nos études.

Ainsi, lorsque le gouvernement ontarien a annulé la nouvelle hausse à 15 \$ du salaire minimum prévue pour janvier 2019, nous avons appuyé cette décision justifiée par la publication d'une étude. Nous avons montré que certains effets normalement associés à la hausse du salaire minimum avaient déjà occasionné la perte de 56 000 emplois dans la province chez les jeunes de 15 à 24 ans en moins d'un an. La nouvelle ministre du Travail, Laurie Scott, nous a appelés personnellement pour nous féliciter

de notre travail sur ce sujet. Le premier ministre Doug Ford a également relayé notre publication aux milliers d'abonnés de son compte Twitter.

Ce travail de terrain fructueux s'est même étendu aux États-Unis. Nous avons fait un exposé devant le Comité des conseillers économiques de la Maison-Blanche sur le succès de la réforme de la fiscalité des entreprises au Canada et avons cosigné une publication sur ce thème avec un analyste politique de la Heritage Foundation. Nous avons également organisé un événement conjoint Heritage-IEDM à Washington, aux sièges sociaux de Heritage, sur l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA) et Nav Canada, comme modèles à suivre pour la réforme de la sécurité des aéroports et du contrôle de la circulation aérienne aux États-Unis. C'est dans ce contexte que nous poursuivons aussi notre initiative «Canada-États-Unis – Meilleures pratiques», dont le but est de tisser des liens entre des décideurs politiques et des experts de part et d'autre de la frontière, afin de faciliter la diffusion des meilleures politiques.



LES PUBLICATIONS DE L'IEDM EN CHIFFRES

Afin de faire avancer nos idées pour améliorer les politiques publiques auprès de la population, des médias et des décideurs politiques, nos chercheurs ont encore une fois mis les bouchées doubles.

L'IEDM en 2018, c'est :

28 publications

dont un livret soulignant notre 20^e anniversaire

4 sondages d'opinion

28 communiqués de presse ad hoc

soit en plus de ceux accompagnant nos principales publications

177 textes d'opinion et billets de blogue

diffusés dans les journaux du pays ou sur nos plateformes

**27 MENTIONS
PAR JOUR**

Toutes ces interventions ont été autant d'occasions de déboulonner des mythes et de donner l'heure juste sur des enjeux qui façonnent les politiques publiques.

NOMBRE TOTAL DE MENTIONS MÉDIAS





LES CAHIERS DE RECHERCHE

MAI 2018

L'ÉTAT DE LA CONCURRENCE DANS L'INDUSTRIE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS AU CANADA - 2018



20



LE POINT

DÉCEMBRE 2018

NOËL COÛTE MOINS CHER QU'AUPARAVANT

Par David Deschênes

Lorsque Noël approche, la consommation et le pouvoir d'achat sont des thèmes qui font régulièrement les manchettes. Sur ce sujet, on entend souvent dire que « tout coûte plus cher » ou que « notre pouvoir d'achat stagne ». Qu'en est-il vraiment?

Tableau 1

Nombre d'heures de travail requises pour se procurer divers biens de consommation

Articles	Heures 1984	Heures 2018	Différence
Calculatrice scientifique Sharp	5,9	1,2	-79%
Compilateur 4 g/L	25,1	18,8	-25%
Console de jeu Xbox/PlayStation / Xbox One S	17,3	14,4	-16%
Ensemble Lego 335 pièces	2,9	2,7	-7%
Far à repasser	3,5	2,1	-42%
Filtre de hayeur	2,5	2,1	-18%
Sac de société Risk	7,6	1,2	-83%
Ordinateur Macintosh / Mac	124,1	20,9	-83%
Bonheur (appareil d'entraînement)	14,5	5,4	-63%
Sole circulaire	4,5	2,5	-45%
Mixe couleur 20 po.	49,1	8,7	-82%

Les discussions portent sur le pouvoir d'achat mettent souvent l'accent sur l'évolution des salaires ou celle des prix. Or, ce genre de comparaison occulte un facteur important qui fait en sorte que notre capacité à se procurer des biens augmente constamment: la productivité. En effet, lorsqu'on évalue le pouvoir d'achat en mesurant le coût des biens et services en temps de travail nécessaire pour se les procurer, le point de vue change considérablement. On constate alors une grande différence entre ce que les gens peuvent consommer aujourd'hui par rapport à il y a une trentaine d'années.

Pour illustrer cette réalité souvent oubliée, nous avons comparé les prix en 2018 d'un panier de biens qu'on pourrait offrir aujourd'hui en cadeau à Noël avec les prix de ces mêmes biens en 1984. Afin de bien mesurer le pouvoir d'achat, nous avons également tenu compte du salaire horaire du travailleur canadien moyen en 1984 et 2018. Voici quelques exemples.

Rapport

Les Québécois et la santé
Sondage auprès des Québécois



leDroit



Compétitivité des entreprises... une baisse d'impôt... s'impose!

À VOUS LA PAROLE
Le Droit

À l'approche de la mise à jour économique de l'automne, le ministre des Finances Bill Morneau a laissé entendre qu'il favoriserait l'amortissement immédiat des investissements plutôt que de baisser le taux d'imposition des entreprises. Cette mesure imiterait un élément de la réforme fiscale américaine. Ce serait pourtant une erreur de ne pas faire la baisse du taux d'impôt des entreprises le fer de lance de notre réponse à l'administration Trump.

LEDEVOIR

Protéger la vie privée, mais aussi la liberté de décider pour soi-même

[Actualité] / [Opinion] / [Libre opinion]



Photo: Olivier Zaida Le Devol. «On ne devrait aucunement se que ces données soient récoltées non pas uniquement pour d'autres chercheurs», selon l'auteur.

Michel Kelly-Gagnon
Président de l'IEDM

Rapport

Énergie

Sondage auprès des Québécoises et Québécois



LeSger



LA PRESSE



OPINION

LE DERNIER LIBÉRAL

Le 22 juin dernier, notre collaborateur Alain Dubuc a annoncé son départ de La Presse, à laquelle il était lié depuis un peu plus de 40 ans. L'ancien directeur de ces pages lui rend ici hommage.

PATRICK DÉRY

DIRECTEUR DES PAGES DÉBATS À LA PRESSE, 2013 À 2015
ANALYSTE EN POLITIQUES PUBLIQUES, INSTITUT ÉCONOMIQUE DE MONTRÉAL

Le départ du chroniqueur économique Claude Picher en 2011 avait laissé un premier vide. Puis il y a eu celui de l'éditorialiste en chef André Pratte, quatre ans plus tard.

Avec la retraite journalistique d'Alain Dubuc, il y a quelques semaines, les médias du Québec perdent un des derniers grands défenseurs de la pensée libérale.

Certains balaieront l'événement parce que le mot « libéral » est dit en passant, nous l'ouverture au commerce nous avons connu au cours de

La pensée libérale est issue des Lumières, et de laquelle soit dit en passant, nous l'ouverture au commerce nous avons connu au cours de

C'est en ligne directe avec Dubuc : rationnelle, ouverte, était de bon ton dans les sans être d'accord, à rec

Un État plus petit, plus efficace et moins interventionniste mène à une croissance économique plus rapide, et à une diminution de la pauvreté.

HUFFPOST

NOUVELLES BLOGUES POLITIQUE DIVERTISSEMENT

Germain Belzile
Chercheur associé senior, département des interventions liées à l'économie à l'IEDM

LES BLOGUES
Pourquoi un État plus petit n'est pas un choix idéologique

28/10/2018 06:00 EDT | Actualisé le 29/10/2018 09:47 EDT



NOS SONDAGES D'OPINION : SAVIEZ-VOUS QUE ?



LES QUÉBÉCOIS ET LES BAISSSES D'IMPÔTS

Leger

1^{ER} FÉVRIER 2018

63 %

des répondants jugent positives les baisses d'impôts annoncées par le ministre des Finances du Québec lors de sa récente mise à jour économique.

59 %

des répondants pensent que les baisses d'impôts sont bonnes pour l'économie.

67 %

des répondants estiment payer trop d'impôts.



LES QUÉBÉCOIS ET LA TARIFICATION SUR LE CARBONE

Leger

12 DÉCEMBRE 2018

Sur le principe de la taxe sur le carbone, 62 % des Québécois sont en faveur, contre 25 % en défaveur. Sur ce même principe, l'appui grimpe à 76 % si la taxe doit permettre d'atteindre entièrement les objectifs de réduction des GES.

Seulement
2 %

des Québécois sont prêts à payer jusqu'à 50 cents de plus le litre d'essence, ce qui est pourtant le minimum nécessaire pour que le Québec atteigne entièrement ses objectifs de réduction des GES.

70 %

des Québécois sont d'accord pour que des entrepreneurs privés puissent offrir davantage de soins, pourvu que l'État en assume les coûts.

58 %

des Québécois sont insatisfaits du système de santé.

Seulement
22 %

des Québécois croient que les dépenses additionnelles en santé depuis dix ans ont donné de bons résultats.

LES QUÉBÉCOIS ET LE PRIVÉ EN SANTÉ

Leger

5 SEPTEMBRE 2018

66 %

des répondants privilégient le pétrole de l'Ouest canadien, contre 7 % seulement qui préfèrent importer du pétrole des États-Unis. Suivent ensuite l'Algérie (3 %), le Nigéria (1 %) et l'ensemble des pays du Moyen-Orient (1 %).

53 %

des répondants souhaitent que le Québec exploite ses propres ressources pétrolières plutôt que de continuer d'importer le pétrole qu'il consomme.

45 %

des Québécois croient que le pipeline demeure le moyen de transport le plus sécuritaire pour le pétrole.

LES QUÉBÉCOIS ET LE PÉTROLE

Leger

19 DÉCEMBRE 2018

MÉDIAS SOCIAUX

L'IEDM EN PLEINE PROGRESSION

Un autre fait saillant de 2018 pour notre organisation fut la spectaculaire croissance de notre présence sur les réseaux sociaux. Nous consacrons plus de ressources qu'auparavant à ce domaine, ce qui nous permet de diffuser nos messages dans les deux langues à un vaste auditoire, grâce entre autres à la publication de graphiques simples et percutants, de caricatures ou encore de brèves capsules vidéo réalisées à l'interne par notre coordonnateur aux médias sociaux.

Nous avons publié 794 tweets et 809 billets sur nos pages Facebook (française et anglaise) tout au long de l'année. Le nombre total de mentions « j'aime » de notre page Facebook IEDM a d'ailleurs pratiquement doublé (+95 %) par rapport à l'an dernier.

L'IEDM se classe en outre au premier rang pour la moyenne du nombre de mentions « j'aime » et de partages par statut Facebook quand nous nous comparons à vingt autres think tanks canadiens (Fraser, Broadbent, C.D. Howe, MacDonald Laurier, etc.). Même si la page Facebook de l'IEDM n'a pas encore le plus grand nombre d'abonnés, sa croissance est la plus rapide par rapport à ces organisations.

La page Facebook MEI a elle aussi bénéficié des ressources additionnelles que nous avons consacrées aux médias sociaux cette dernière année. Nos publications sur la page anglophone sont maintenant plus régulières, et son contenu et le public cible de la page sont également ajustés afin d'avoir une portée pancanadienne. Le nombre de mentions « j'aime » sur cette page a plus que doublé l'an dernier. Enfin, bien que le nombre de mentions « j'aime » soit moins élevé que sur la page francophone, le nombre d'interactions est proportionnellement plus élevé, ce qui augure bien pour l'avenir.

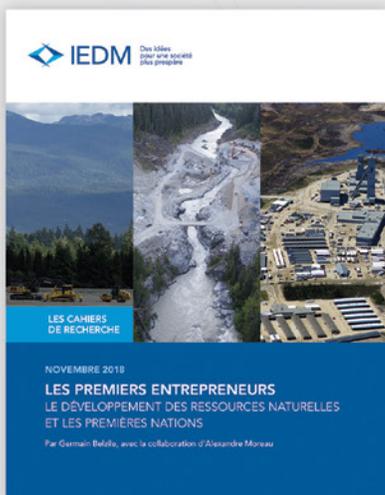
Il est important de souligner que l'Institut est la seule organisation du genre au pays qui, en plus de partager ses propres publications, partage aussi du contenu externe, ce qui l'avantage grandement par rapport aux autres organisations.

L'IEDM se classe en outre au premier rang pour la moyenne du nombre de mentions « j'aime » et de partages par statut Facebook quand nous nous comparons à vingt autres think tanks canadiens (Fraser, Broadbent, C.D. Howe, MacDonald Laurier, etc.).

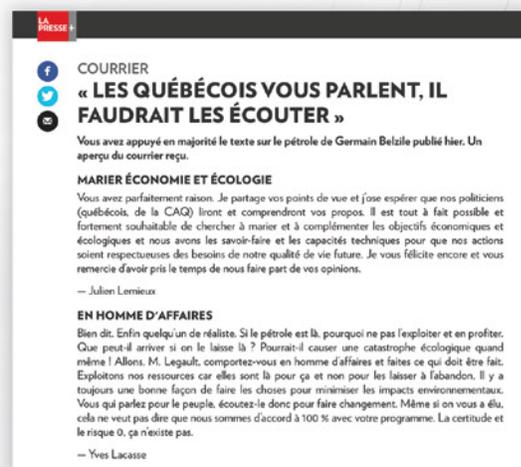
NOS THÈMES

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

Dans la foulée de la remise en question ou de l'annulation de plusieurs grands projets énergétiques au Canada, l'IEDM a lancé une publication expliquant que pour freiner l'exode des investissements hors du pays, les gouvernements devraient éliminer le pouvoir discrétionnaire des politiciens de bloquer un projet une fois que celui-ci a reçu toutes les approbations nécessaires, et même imposer des sanctions budgétaires aux organismes qui ne respectent pas les délais prévus par la loi. Cette étude a eu un fort écho au Canada anglais et ses conclusions ont été reprises dans *The Globe and Mail* et sur la chaîne BNN Bloomberg, notamment. Nous sommes de plus spécifiquement intervenus lors de la suspension du projet d'oléoduc Trans Mountain et de son achat par le gouvernement fédéral.



On a trop souvent l'impression que les Premières Nations ne voudraient vivre que d'activités traditionnelles et qu'elles sont opposées à l'exploitation minière et forestière et à la construction d'infrastructures énergétiques. La réalité, moins connue, est que plusieurs y sont favorables et veulent profiter de la richesse et des emplois qui en découlent. C'est ce qu'a montré un Cahier de recherche étoffé, qui a non seulement bénéficié d'une bonne couverture médiatique partout au pays en étant cité 300 fois, mais qui a également eu un impact dans l'industrie et au sein des communautés autochtones. Notamment, la Canadian Council for Aboriginal Business (CCAB) a fait la promotion de notre publication auprès de ses membres et sur ses réseaux sociaux. Notre directeur aux relations externes a participé à un événement de la National Coalition of Chiefs (NCC) à Vancouver, où il a eu la chance de présenter officiellement la publication aux leaders autochtones présents.



Certains thèmes sont particulièrement importants pour nous parce qu'ils sont en lien direct avec la vitalité économique du pays, ou encore parce qu'ils contribuent à l'élaboration de politiques publiques qui atteignent leurs objectifs et respectent la capacité de payer des contribuables. Voici donc les principales publications qui, l'an dernier, ont touché le cœur de la mission de l'Institut.

En Ontario, le nouveau premier ministre Doug Ford a annoncé que l'Ontario allait se retirer de la bourse du carbone, à laquelle participent également le Québec et la Californie. L'IEDM a lancé au même moment une publication montrant comment l'imposition d'un prix sur le carbone via la bourse aura un effet négligeable sur les émissions de GES, tout en ayant un impact négatif considérable sur l'économie du Québec et celle de l'Ontario.

En plus d'avoir insisté à de nombreuses reprises et par différentes interventions sur l'importance du secteur énergétique pour l'économie canadienne, nous avons publié les résultats de deux sondages montrant, une fois de plus, le décalage qui peut parfois exister entre le discours médiatique et l'opinion publique; l'un a porté sur les préférences des Québécois quant à la provenance de leur pétrole et la façon de le transporter, l'autre sur le niveau de taxation du carbone qu'ils étaient prêts à accepter.

Ces deux sondages ont eu un écho retentissant d'un bout à l'autre du pays avec près de 450 mentions médiatiques. Nos textes d'opinion ont été publiés dans *The Globe and Mail*, *La Presse+*, le *National Post* et *Le Journal de Montréal*. Nous avons aussi accordé près d'une trentaine d'entrevues radio et télé. Le quotidien *La Presse+* a même consacré son courrier des lecteurs aux réactions à notre sondage.

Enfin, toujours prêts à remettre les pendules à l'heure, nous avons aussi montré – étude à l'appui – que contrairement à un mythe répandu, la récolte forestière n'est pas synonyme de déforestation et ne menace pas la pérennité de nos forêts; en fait, leur potentiel est même sous-exploité. Ce message est trop peu entendu et doit lui aussi être répété.

« CONTRAIREMENT À CE QUE CERTAINS CROIENT, LA RÉCOLTE FORESTIÈRE N'EST PAS SYNONYME DE DÉFORESTATION ».



FISCALITÉ ET FINANCES PUBLIQUES

Lorsque les impôts sont élevés, il y a moins d'entrepreneurs et il se crée moins d'entreprises et de richesse. C'est ce qui ressort du volumineux Cahier de recherche *Entrepreneuriat et fiscalité : Comment l'impôt affecte l'activité entrepreneuriale*. Les politiciens et commentateurs aiment beaucoup parler d'entrepreneuriat, mais rarement est-il question de l'impact des impôts élevés sur la création d'entreprises et le nombre d'entrepreneurs; cette publication de l'IEDM a permis de diffuser ce message important. Notre chercheur a d'ailleurs pris la parole devant un groupe d'étudiants de l'université McGill pour expliquer les conclusions de ses recherches.

“ L'ENTREPRENEURIAT EST UN THÈME PORTEUR, LE NOUVEAU « BUZZWORD » QUI NE LAISSE AUCUN POLITICIEN INDIFFÉRENT. CEPENDANT, IL FAUDRAIT PEUT-ÊTRE RAPPELER À CEUX-CI QUE L'ENTREPRENEURIAT EST INFLUENCÉ PAR LA FISCALITÉ. AINSI, LORSQUE LES IMPÔTS SONT ÉLEVÉS, IL Y A MOINS D'ENTREPRENEURS, ET IL SE CRÉE MOINS D'ENTREPRISES ET DE RICHESSE “

Comme toujours, notre Département des actualités a su réagir promptement sur des dossiers chauds. Lors du budget fédéral, nous avons rappelé que le gouvernement actuel a systématiquement trahi ses promesses fiscales depuis qu'il est au pouvoir (il continue en effet de dépenser toujours plus et ferme la porte au retour à l'équilibre budgétaire). Nous sommes également intervenus pour souligner qu'Ottawa devrait d'abord et avant tout baisser l'impôt des entreprises pour régler notre problème de compétitivité. Une de nos publications a ainsi décrit comment l'effort bipartisan pour réduire l'impôt des sociétés au Canada, au début des années 2000, a mené à plus d'investissement et de croissance et à de meilleurs salaires. Nos chercheurs ont aussi donné des entrevues à travers le Canada sur cette question importante.

Par ses multiples interventions, l'IEDM continue d'avoir un impact sur la saine gestion des finances publiques. Une publication a expliqué comment l'Ontario tend de plus en plus vers le modèle québécois avec des niveaux de dépenses, de taxation et d'endettement de plus en plus élevés. Au Québec, au contraire, la première mise à jour économique du nouveau gouvernement a heureusement montré qu'il suit les traces de son prédécesseur en ce qui concerne le remboursement de la dette publique – un thème sur lequel nous sommes intervenus maintes fois –, ce qui nous a permis de souligner à nouveau le bien-fondé de cette politique.



LIBRE-ÉCHANGE ET LIBÉRALISATION DES MARCHÉS

Le conflit entourant l'ALÉNA et le libre-échange canado-américain a été l'occasion pour nous de rappeler que les mesures protectionnistes ne font que des perdants et qu'elles nuisent autant aux entreprises et aux consommateurs américains qu'aux entreprises et consommateurs canadiens. Nous avons continué à être actifs sur la question cruciale du libre-échange, tant sur le plan international (la renégociation de l'ALÉNA et l'imposition de tarifs à la frontière) que domestique (le commerce entre provinces).

Au Québec, nos chercheurs ont saisi l'opportunité créée par une grève des employés de la SAQ pour raviver le débat sur la libéralisation du commerce des vins et spiritueux. Dans la foulée du débat qui a suivi et que l'IEDM a contribué à relancer, le premier ministre d'alors, Philippe Couillard, s'est dit en faveur d'une ouverture à la concurrence dans ce secteur. Il s'agit d'une percée importante pour la diffusion de nos idées au sein de la classe politique, et nous comptons suivre ce dossier attentivement afin de continuer à influencer la discussion. Des membres du personnel de l'IEDM se sont également prononcés sur la pertinence d'autres monopoles publics, notamment celui instauré à l'occasion de la création de la SQDC.

L'IEDM avait démarré l'année en force avec une publication qui a fait beaucoup réagir, sur les subventions aux entreprises. Le Québec en verse deux fois plus que l'Ontario en proportion de la taille de son économie; pourtant, cette politique n'enrichit pas les Québécois. En fait, si le recours aux subventions se traduisait par un niveau de richesse plus élevé, le Québec serait la province la plus riche du Canada. Or, c'est loin d'être le cas!





Nous avons publié un Point décrivant le lourd processus réglementaire qui retarde le remboursement des nouveaux médicaments par les régimes publics canadiens. Cette publication montrait également que les nouveaux médicaments aident les gens à être plus en santé, plus longtemps, et à avoir des vies plus productives. Ils permettent aussi à nos systèmes de santé de réaliser des économies importantes.

Dr Gaétan Barrette @drigbarrette · 12 juil. 2018
L'IEDM dans le champs: on «n'attend» pas sur civière dans nos urgences. On y est activement observé, investigué et traité idéalement en moins de 12h. Après 12h, soit le patient est transféré à l'étage, soit il reçoit son congé #polqc #PLQ #AssNat #impro_Legault #cacheCAQ

IEDM - MEI @iedm_montreal · 12 juil. 2018
Vous faites erreur @drigbarrette. Les statistiques de votre propre ministère montrent que 212 000 patients ont séjourné à l'urgence plus de 24h l'an dernier, et 30 000 plus de 48h, AVANT le transfert à l'étage ou le congé. msss.gouv.qc.ca/inc/documents/... #assnat #polqc #santé

Patrick Déry @Patrickdery · 12 juil. 2018
En réponse à @drigbarrette
Vous pouvez appeler ça comme vous voulez, mais il demeure que parmi les pays développés, c'est au Québec qu'on est «activement observés» le plus longtemps avant de pouvoir sortir de l'hôpital ou d'être transféré à l'étage. #assnat #polqc #santé

Nous avons de plus montré que l'on doit faire une plus grande place à l'entrepreneuriat en santé, notamment pour soigner les aînés : la population de 75 ans et plus étant appelée à doubler d'ici 2031, le Québec devrait faire davantage appel aux entrepreneurs pour répondre à la demande d'hébergement et de soins pour les aînés. Notre publication sur le sujet soulignait entre autres qu'une soixantaine des 432 CHSLD du réseau public sont gérés par des entrepreneurs et que ces CHSLD privés « conventionnés », qui ont les mêmes ressources que ceux gérés par l'État, donnent un meilleur service et réussissent même à faire des profits, sans pour autant rogner sur les soins.

BLOGUES INSTITUT ÉCONOMIQUE DE MONTRÉAL

CHSLD : le privé dans le public, ça fonctionne

PHOTO D'ARND BRONKHORST



Alors que les défenseurs d'un système de santé bureaucratique criaient victoire suite à une soi-disant diminution de près de deux heures du temps moyen passé sur civière dans les urgences du Québec, nos chercheurs ont eu tôt fait de leur jeter une douche froide. Une publication

de l'IEDM indiquait que le temps médian passé aux urgences, plus représentatif de l'expérience du patient, a plutôt légèrement augmenté. Cette publication a été mentionnée près de 300 fois dans les médias et forcé le ministre de la Santé et des Services sociaux, Dr Gaétan Barrette, à réagir publiquement. Un blitz médiatique a fait de notre publication l'une des histoires les plus populaires du jour, notamment sur le réseau TVA, et notre chercheur a donné une douzaine d'entrevues sur le sujet.

DES CAHIERS DE RECHERCHE QUI FONT JASER!

Poursuivant son rôle d'éducation économique, l'IEDM a aussi publié un Cahier de recherche sur le « miracle des supermarchés ». Cette publication, qui adopte la perspective de l'école autrichienne d'économie, montre comment, en transmettant les informations dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire, les intermédiaires contribuent à améliorer la qualité et la diversité des aliments tout en faisant baisser leur prix. Nos chercheurs ont notamment présenté leurs résultats à l'Université de Guelph, qui est la référence au Canada en économie agroalimentaire et pour la réflexion entourant l'élaboration de politiques publiques dans ce secteur, ainsi qu'à l'Université de Montréal, devant plusieurs jeunes économistes et futurs leaders.

Le lancement de notre populaire cahier télécoms a également remporté un vif succès. Cette publication a généré à elle seule presque 450 mentions médiatiques, dont des textes dans *La Presse+* et le *Financial Post*. Notre cahier montre entre autres que les prix des services sans fil canadiens sont compétitifs, malgré ce qu'en disent certaines comparaisons simplistes, et remet en question la pertinence du CRTC maintenant que le Canada est en situation de concurrence. La Presse canadienne a également relayé les conclusions du cahier, ce qui a favorisé une diffusion dans plusieurs médias du pays et revues spécialisées. Plusieurs entrevues radio et télé ont été accordées, dont une à la chaîne BNN Bloomberg.



QUELQUES EXTRAITS TIRÉS DE NOS TEXTES D'OPINION

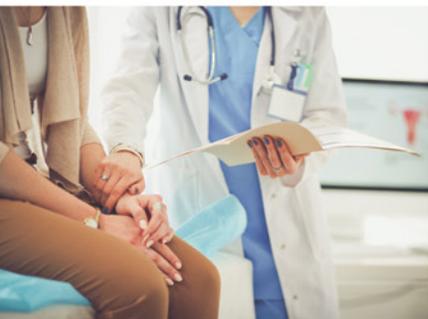


20 JANVIER 2018

leSoleil

LE QUÉBEC, TOUJOURS CHAMPION DES SUBVENTIONS

Pour chaque tranche de 100 \$ générée par son économie, le gouvernement du Québec dépense 86 cents en subventions sous différentes formes. Dans des provinces comme l'Ontario, l'Alberta ou le Nouveau-Brunswick, ce montant n'est respectivement que de 40, 39 et 29 cents. Autrement dit, si le Québec subventionnait ses entreprises de façon comparable à ces provinces, il dépenserait environ 1,5 milliard \$ de moins chaque année.



16 FÉVRIER 2018

LA PRESSE+

LA SANTÉ : UN PROBLÈME D'ORGANISATION OU DE FINANCEMENT?

Avant de penser à dépenser davantage, il est urgent de mieux utiliser les énormes sommes englouties chaque année. Le réseau dans son ensemble devrait être décentralisé et les établissements plus autonomes. Les hôpitaux devraient être financés à l'activité, ce qui les inciterait à prendre plus de patients et le système devrait être ouvert à la mixité et à la concurrence, comme cela se fait partout ailleurs.



10 AVRIL 2018

THE GLOBE AND MAIL

INNOVATIVE DRUGS NEED A NEW REGULATORY APPROACH

In 2015-16, the economic assessment process added an average of 450 days, or about 15 months, between the moment when drugs are approved by Health Canada and the moment when they are reimbursed by public insurers, and sometimes a lot more. In the recent case of a breast cancer drug, registration on the list of drugs reimbursed by Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) only happened 23 months after Health Canada's approval.



2 MAI 2018

WSJ

FREER MARKETS, FREER MEDIA

In Western Europe and North America, free markets and a free press generally go together. Countries with a low level of economic freedom—think Venezuela, Bolivia, Argentina or Algeria—also have a low level of press freedom. By increasingly controlling and regulating their economies over the past decade and a half, the governments of these countries have substantially wounded the media.



21 JUIN 2018

LE JOURNAL
DE MONTRÉAL

BOURSE DU CARBONE : CHER PAYÉ POUR PEU DE RÉSULTATS

Le Québec émet environ 0,17 % des GES du monde, ou à peu près un sixième de 1 %. Ne soyons pas naïfs. À moins que tous les pays s’y mettent, les efforts faits par le Québec ne changeront rien. Nous sommes tout simplement en train de nous appauvrir collectivement, sans avoir d’effet mesurable sur le climat. En résumé : si le prix du carbone reste faible, on n’atteindra pas nos objectifs. Si le prix monte beaucoup, il y aura un fort prix à payer en termes d’emplois.



7 AOÛT 2018

LE HUFFPOST

OÙ EST LE DÉBAT SUR LA COMPÉTITIVITÉ CANADIENNE?

Il est navrant que les débats économiques n’aient pas encore intégré la gravité de la situation. À Ottawa, on semble privilégier d’autres mesures et à Québec, le débat est tout simplement absent. Les baisses d’impôts américaines, combinées à la déréglementation dans plusieurs secteurs, font que le Canada est beaucoup moins compétitif qu’il ne l’était par le passé.



16 AOÛT 2018

MONTREAL
GAZETTE

FREE UNIVERSITY TUITION WOULD BE BAD FOR QUEBECERS

The abolition of university and college tuition fees and related costs would mean an extra \$1.1 billion a year if applied solely to Quebec students, and \$1.3 billion if extended to Canadian and foreign students, supposing that the number of students remained constant. Did somebody say “free”? The central argument invoked by those who favour this policy is that it would considerably improve accessibility to higher education. This is a myth.



18 SEPTEMBRE 2018

leQuotidien

COMBATTRE DES MYTHES SUR LA RÉCOLTE FORESTIÈRE

Contrairement à ce que certains croient, la récolte forestière n’est pas synonyme de déforestation. Alors que la déforestation correspond à une disparition permanente de la forêt en raison de l’activité humaine, la récolte de bois en forêts aménagées, elle, permet que les arbres repoussent naturellement avec l’aide des travaux sylvicoles et qu’ils puissent être récoltés de nouveau.

UN PAYS, UNE ÉCONOMIE

La vaste campagne d'information lancée sur les réseaux sociaux «Un pays, une économie», réalisée en collaboration avec la Canadian Constitution Foundation (CCF) et l'Atlantic Institute for Market Studies (AIMS) fut un succès sur toute la ligne. Les Canadiens sont plus sensibilisés que jamais aux barrières commerciales interprovinciales et les chances de les faire tomber n'ont jamais été meilleures.



UN PAYS UNE ÉCONOMIE
Pour un marché uni

PAGE FACEBOOK

- **6800 abonnés**
- **32 000 personnes** atteintes en une seule journée
- **300 réactions** par jour

SITE INTERNET

- **Plus de 31 000 visiteurs** en un an
- **79 000 pages vues**

PÉTITION

- Plus de **10 000 signatures**

Notre travail et nos multiples interventions sur le sujet ont fait bouger les choses. Grâce à des capsules vidéo percutantes, des communiqués

de presse, des textes d'opinion et des études, tous publiés à des moments clés, l'IEDM et ses partenaires ont réussi à faire du libre-échange l'un des débats nationaux de politiques publiques les plus chauds en ce moment. Cet enjeu a d'ailleurs été à l'ordre du jour de la récente rencontre fédérale-provinciale des premiers ministres. L'Ontario, le Manitoba, la Saskatchewan et la Nouvelle-Écosse sont toutes des provinces qui plaident en faveur d'une réduction des barrières au commerce.

Le premier ministre néo-écossais a d'ailleurs profité de la conférence pour annoncer l'abolition de plusieurs barrières au commerce interprovincial, notamment celles sur l'alcool, ainsi que d'autres touchant divers aspects de la réglementation des entreprises dans sa province.



Un pays, une économie a récemment remporté un « Reed Award 2019 » pour sa campagne sur les médias sociaux et fut également finaliste dans la catégorie « Meilleure campagne internationale ». Merci à la *Zoldak Agency* pour sa précieuse collaboration à cette initiative.

« NOUS DEVONS ÊTRE PLUS FAVORABLES AU COMMERCE À L'INTÉRIEUR DE NOTRE PAYS. »

STEPHEN McNEIL
PREMIER MINISTRE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

« JE PROPOSE QUE NOUS CONSIDÉRIONS ALLER PLUS LOIN EN ÉLIMINANT ENTIÈREMENT CES LIMITES, CE QUI EST FORTEMENT SOUTENU PAR LES CANADIENS DE PARTOUT AU PAYS. »

BRIAN PALLISTER
PREMIER MINISTRE DU MANITOBA

« LE PLUS IMPORTANT OBSTACLE AU LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LES PROVINCES EST LA RÉGLEMENTATION. LE PREMIER MINISTRE MOE ET MOI-MÊME ALLONS DRESSER UNE LISTE DES DIFFÉRENTS SECTEURS - PRENONS LE TRANSPORT PAR EXEMPLE - OÙ NOUS POUVONS DÉJÀ COMMENCER À ÉLIMINER DES RÈGLEMENTS. »

DOUG FORD
PREMIER MINISTRE DE L'ONTARIO

CONFÉRENCE NATIONALE À OTTAWA

Dans le cadre de cette initiative concertée, nous avons organisé une conférence nationale qui s'est tenue le 1^{er} novembre dernier à Ottawa. Celle-ci a réuni quelques-uns des plus grands économistes canadiens et spécialistes du droit constitutionnel ainsi que des organisations telles que la Chambre de commerce du Canada, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante et le Consumer Choice Center. L'ancien ministre de l'Industrie, l'honorable James Moore, l'ancienne députée libérale Martha Hall Findlay ainsi que l'honorable Darrell Dexter, ancien premier ministre de la Nouvelle-Écosse, sont tous venus partager leurs opinions quant à l'avenir du libre-échange à l'intérieur du Canada.



En tant que conférencier invité, l'honorable Dominic Leblanc, ministre des Affaires intergouvernementales et du Commerce intérieur, a fait un vibrant plaidoyer en faveur de l'élimination des barrières au commerce. Le renommé columnist Andrew Coyne a quant à lui insisté sur le fait qu'il est grand temps que les politiciens posent des gestes concrets afin de favoriser un libre-échange total à l'intérieur de nos frontières.

Sur Twitter, le mot-clic #OCOMconference (pour One Country, One Market) a figuré au 5^e rang des tendances pendant la journée de la conférence nationale.

TrendWiki Canada
@TrendWikiCanada

New Trend Alert

1. #Movember
2. Finnish
3. #FlaPanthers
4. #MLSCupPlayoffs
5. #OCOMconference
6. #FinancialLiteracyMonth
7. #Spooky

Traduire le Tweet

15:37 - 1 nov. 2018

L'IEDM DÉPASSE LE CAP DES 3 MILLIONS \$!

Grâce à vous généreux donateurs, l'IEDM a vu son budget annuel atteindre un nouveau record, dépassant pour la première fois le seuil des 3 millions \$. Il s'agit d'une excellente nouvelle pour un organisme qui, je vous le rappelle, ne reçoit aucun financement public. L'IEDM demeure en bonne santé financière avec une solide réserve équivalente à presque douze mois d'opérations, tel que le recommandent les meilleures pratiques applicables à la gestion des think tanks.

En 2018, les revenus totaux de l'IEDM se sont élevés à 3 077 227 \$, ce qui représente une augmentation de 9,6 % par rapport à 2017. Les dépenses ont été de 2 801 862 \$, une augmentation de 8,6 %. Le surplus dégagé s'élève à 275 365 \$.

DES DÉFIS NOUS ATTENDENT

Malgré toutes ces bonnes nouvelles, nous ferons face à des défis bien réels en 2019. Nous savons déjà que plus de 400 000 \$ de nos revenus disparaîtront, en raison notamment de la cessation d'activités de certaines fondations. C'est dans ce contexte que nous avons besoin, plus que jamais, de votre appui renouvelé.

Et puis, comme vous le savez, 2019 sera une année électorale sur la scène fédérale. Ainsi, qu'il s'agisse par exemple de finances publiques ou encore de développement des ressources naturelles, il est crucial qu'une voix comme celle de l'IEDM, qui est à la fois indépendante et favorable à la création de richesse, soit entendue. L'électorat pourra ainsi faire des choix éclairés lorsque viendra le temps de se prononcer.

En conclusion, notre solide réserve financière et la grande fidélité de votre appui sont des piliers robustes. Ils nous permettront de faire face avec succès aux défis que nous réserve l'avenir. C'est ainsi que nous poursuivrons, sans relâche et avec passion, notre mission en faveur « d'idées pour une société plus prospère ».

ÉVÉNEMENTS ET PRÉSENTATIONS

15 FÉVRIER 2018

ALÉNA: NOUVEAUX DÉFIS ET NOUVELLES OPPORTUNITÉS POUR LE CANADA

Présentation par Mathieu Bédard, économiste à l'IEDM, devant les membres de l'organisme Generation Screwed: McGill.

8 MAI 2018

SÉRIE DE CONFÉRENCES IAN SOUTAR PRÉSENTÉE PAR PEMBROKE MANAGEMENT

Pour la seconde édition de sa Série de conférences Ian Soutar, l'IEDM a reçu Daniel Hannan, écrivain, journaliste et politicien britannique.

21 FÉVRIER 2018

DÉBAT SUR LE SALAIRE MINIMUM

Débat opposant Alexandre Moreau, analyste en politiques publiques à l'IEDM, et Robert Laplante, directeur général de l'IREC, devant les étudiants du Collège de Bois-de-Boulogne.

3 AOÛT 2018

QU'EST-CE QU'UN BIEN PUBLIC?

Présentation par Vincent Geloso au Séminaire Libre Marché organisé par l'Institute for Liberal Studies à l'Université McGill.

21 MARS 2018

ENTREPREURIAT ET FISCALITÉ – COMMENT L'IMPÔT AFFECTE L'ACTIVITÉ ENTREPRENEURIALE

Présentation de Mathieu Bédard à l'Université de Calgary, Hunter Hub for Entrepreneurial Thinking.

4 AOÛT 2018

LES SUBVENTIONS DANS LE DOMAINE CULTUREL

Présentation de Germain Belzile au Séminaire Libre Marché organisé par l'Institute for Liberal Studies à l'Université McGill.

3 MAI 2018

THE REDUCTION OF THE FEDERAL CORPORATE TAX RATE IN CANADA FROM 2001 TO 2012

Présentation de Michel Kelly-Gagnon et Mathieu Bédard devant le Council of Economic Advisers de la Maison-Blanche à Washington sur les effets positifs de la réduction du taux d'imposition fédéral du revenu des sociétés sur l'investissement des entreprises, la croissance économique et les salaires.

4 AOÛT 2018

LES FAILLES DE L'INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

Présentation par Kevin Brookes au Séminaire Libre Marché organisé par l'Institute for Liberal Studies à l'Université McGill.

4 AOÛT 2018

LA LOI DE SAY, EST-CE QUE LA DEMANDE CRÉE L'OFFRE?

Présentation par Martin Masse au Séminaire Libre Marché organisé par l'Institute for Liberal Studies à l'Université McGill.

4 AOÛT 2018

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE PROFITE-T-ELLE SEULEMENT AU 1 %?

Présentation par Vincent Geloso au Séminaire Libre Marché organisé par l'Institute for Liberal Studies à l'Université McGill.

7 SEPTEMBRE 2018

CATSA AND NAV CANADA AS POTENTIAL MODELS FOR US REFORMS

Participation de Michel Kelly-Gagnon et Mathieu Bédard à un événement organisé par l'IEDM en collaboration avec la Heritage Foundation à Washington sur des modèles canadiens pour la réforme de la Transportation Security Administration (TSA) et la Federal Aviation Administration (FAA).

4 OCTOBRE 2018

ENTREPREURIAT ET FISCALITÉ – COMMENT L'IMPÔT AFFECTE L'ACTIVITÉ ENTREPRENEURIALE

Présentation de Mathieu Bédard à l'Université McGill, Conservative Students Club.

11 OCTOBRE 2018

ENTREPREURIAT ET FISCALITÉ – COMMENT L'IMPÔT AFFECTE L'ACTIVITÉ ENTREPRENEURIALE

Présentation de Mathieu Bédard à l'Université d'Edmonton, Wirth Symposium, organisée par le professeur Pete Beottke.

22 OCTOBRE 2018

LE GOUVERNEMENT DEVRAIT-IL REMPLIR VOTRE DÉCLARATION D'IMPÔTS ?

Présentation de Kevin Brookes, dans le cadre du sommet Canada 2020 sur la fiscalité et la compétitivité, à Ottawa.

24 OCTOBRE 2018

LE MIRACLE DES SUPERMARCHÉS – LA PERSPECTIVE DE L'ÉCOLE AUTRICHIENNE D'ÉCONOMIE

Présentation du professeur Pierre Desrochers à l'Université de Guelph en Ontario. En collaboration avec FARE (Food, Agricultural & Resource Economics).

1^{ER} NOVEMBRE 2018

LA CONFÉRENCE UN PAYS, UNE ÉCONOMIE – UNE CONFÉRENCE NATIONALE SUR L'AVENIR DU LIBRE-ÉCHANGE CANADIEN

Conférence présentée à Ottawa par Michel Kelly-Gagnon avec la participation de Germain Belzile et Pascale Déry.

5 NOVEMBRE 2018

LES PREMIERS ENTREPRENEURS – LE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES NATURELLES ET LES PREMIÈRES NATIONS

Présentation de Daniel Dufort lors du National Coalition of Chiefs: Energy Summit.

14 NOVEMBRE 2018

LE MIRACLE DES SUPERMARCHÉS – LA PERSPECTIVE DE L'ÉCOLE AUTRICHIENNE D'ÉCONOMIE

Présentation de Kevin Brookes et du professeur Pierre Desrochers à l'Université de Montréal.

